

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GROUPE GRAP'SUD

6 Avenue du Languedoc
11160 Rieux-Minervois

Réf : 2025-010-PR
Code AIOT : 0006601499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement GROUPE GRAP'SUD implanté 6 Avenue du Languedoc BP 9 66170 Saint-Félic-d'Avall. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée suite aux modifications notables apportées aux installations qui ont fait l'objet des arrêtés complémentaires des 22/11/2022 et 10/11/2022. Le premier arrêté complémentaire met à jour les prescriptions en matière de sécurité suite à la mise à jour de l'étude des dangers du site, le 2^e prend en compte l'augmentation de l'activité de compostage avec franchissement du seuil d'enregistrement.

L'objectif est de vérifier par sondage la mise en œuvre des dispositions spécifiques prévues par ces arrêtés complémentaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE GRAP'SUD
- 6 Avenue du Languedoc BP 9 66170 Saint-Félic-d'Avall
- Code AIOT : 0006601499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La distillerie de Saint-Félic-d'Avall était la dernière distillerie du département. Elle a été construite au début des années 1970, avec pour objectif de regrouper en un seul point géographique central aux domaines viticoles le traitement des résidus vinicoles.

Le 01/09/2011 le site de la distillerie est devenu la propriété de l'union de coopératives agricoles GRAP'SUD UCA (Récépissé de changement d'exploitant n°517/11 du 06/10/2011). Compte tenu des nombreux travaux de mise en conformité à réaliser il a été décidé d'arrêter les activités de distillation et associées et de continuer uniquement les activités de :

- Transit (collecte, stockage et expédition) de marcs de raisin, de lies, de vins, de moûts ;
- Compostage des sous-produits vinicoles après extraction de l'alcool dans les distilleries de l'union de coopératives agricoles ;
- Transit d'alcool de mutage (nécessaires à la fabrication des vins doux naturels).

Le site reste soumis à autorisation pour l'activité de stockage d'alcool associée à l'activité de transit d'alcool de mutage et à enregistrement pour l'activité de compostage.

Cet établissement a été autorisé initialement par l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1974. Actuellement l'acte administratif de référence est l'arrêté n° 3994/07 du 12/11/2007 qui a supprimé les prescriptions des actes antérieurs. Cet arrêté a été modifié par les arrêtés complémentaires :

- n°2011.112-0008 du 22/04/2011
- n°2015.316-0003 du 12/11/2015
- n° 2022 312-0001 du 08/11/2022
- n° 2022 326-0001 du 22/11/2022

La modification de la rubrique 4718 « alcool » a fait l'objet de la déclaration du bénéfice des droits acquis du 13/06/16.

Le site réceptionne annuellement environ 10.000 tonnes de marc et 20.000 hl de lie (en moyenne sur les 3 dernières années) et d'autres sous-produits (terres de filtration, boues de station vinicoles et rafles) qui sont mélangés avec des déchets verts amenés le SYDETOM 66 et autres déchets organiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Audit des prescriptions de l'arrêté d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 9.4.2 & 8.3.7	Demande d'action corrective	4 mois
2	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 9.4.1	Demande d'action corrective	4 mois
3	Renforcement des moyens de sécurité prévus dans l'étude des dangers	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 10.3	Demande d'action corrective	4 mois
4	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.5	Demande d'action corrective	4 mois
5	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.6	Demande d'action corrective	4 mois
10	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.4	Demande d'action corrective	4 mois
11	Commission de suivi de site	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.5	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.4
7	Matières autorisées et déchets admis	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.1
8	Réception des écarts de fruits et légumes	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.2

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
9	Vérification de l'imperméabilité des aires de stockage	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.3
12	Campagnes de broyage des déchets verts	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.6
13	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.2.1 & 4.1.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de l'ancienne distillerie de Saint-Féliu-d'Avall est un site en reconversion suite à l'arrêt de l'activité de distillation. Il s'agit d'un site étendu qui a déjà fait l'objet de plusieurs mises en conformité.

L'inspection a permis de constater les progrès effectués mais certaines dispositions réglementaires contrôlées nécessitent des mesures correctives.

Concernant les points de contrôle faisant l'objet de proposition de suites administratives mentionnés au § 2.2, l'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 4 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit des prescriptions de l'arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 9.4.2 & 8.3.7
Thème(s) : Autre, Audit des prescriptions de l'arrêté d'autorisation
Prescription contrôlée : Article 9.4.2 Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les modalités de l'audit défini dans cet article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé. [...] Article 8.3.7. Audit des prescriptions applicables La vérification prévue à l'article 9.4.2 est étendue aux prescriptions des arrêtés ministériels applicables et en particulier les arrêtés ministériels : <ul style="list-style-type: none">• du 20/04/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;• du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794.
Constats : Le précédent audit de conformité a été réalisé en 2021 par le bureau d'étude NGEC, rapport du 22/04/2021 référence 21C006. L'exploitant confirme ne pas avoir depuis renouvelé l'audit triennal et s'engage à le réaliser au 1 ^{er} trimestre 2025 en incluant les arrêtés ministériels applicables pour le compostage et le broyage de déchets verts. <u><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></u> L'audit des prescriptions réglementaires doit être renouvelé
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Bilan environnement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 9.4.1
Thème(s) : Autre, Bilan environnement annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant rédige un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">• une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;• [...]• tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et

- les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;
- la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

Constats :

L'exploitant confirme ne pas avoir réalisé de rapport annuel et s'engage à réaliser le rapport 2024 avant la fin mars 2025.

Une première version « projet » du rapport est présenté en séance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport annuel doit être rédigé, l'objectif est de :

- faire le bilan de l'activité de l'année écoulée notamment au regard des rubriques autorisées ;
- justifier de la réalisation des obligations de suivi et contrôles prévus par l'arrêté (bruits, moyens incendie, contrôle des rejets, matériels électriques...) ;
- faire le point sur les événements de l'année, modifications non notables apportées aux installations, incident, plainte et signalement des riverains...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Renforcement des moyens de sécurité prévus dans l'étude des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 10.3

Thème(s) : Risques accidentels, Renforcement des moyens de sécurité prévus dans l'étude des dangers

Prescription contrôlée :

La mise en œuvre de certaines dispositions, qui ressortent de l'étude des dangers actualisée en 2021-2022, afin d'améliorer le degré de sécurité du site, doit être réalisée dans le délai fixé ci-dessous et à compter de la signature du présent arrêté et notamment :

- à la fin d'année 2022 :
 - Mise en conformité ATEX de l'éclairage du magasin GRV ;
 - Mise en place des 2 aires d'aspiration à proximité du bassin de 300 m³ en conformité avec les dispositions du RDDECI (matérialisation au sol, panneau et accessibilité au bassin) ;
 - Acquisition d'un 2e canon de 2 000 L/min ;
 - Déplacement du point de rassemblement vers l'accès de secours donnant sur la rue de l'Agly ;
- à la fin du 1er trimestre 2023 :
 - Mise en conformité des installations de protection extérieure contre la foudre ;
 - Compléter le débit des pompes fixes afin d'atteindre 210 m³/h.

Dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté (APC du 22/11/2022), l'exploitant adresse à la préfecture un document justifiant de la bonne réalisation de ces mises en conformité.

Constats :

- Mise en conformité ATEX de l'éclairage du magasin GRV : l'exploitant présente le certificat Q18 établi par l'APAVE suite à une intervention les 26-27/11/2024 qui justifie la conformité des installations électriques présentes dans les locaux à risque d'incendie ou d'explosion. Ce certificat fait toutefois état de 2 constats à savoir « absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités » et « présence de poussière déposée ou de substance de nature à provoquer un dans les armoires électriques » qui ont conduit le vérificateur à conclure que les installations électriques peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion
- Mise en place des 2 aires d'aspiration à proximité du bassin de 300 m³ : la présence des 2 aspirations a été constatée par l'inspection lors de la visite de terrain.
- Acquisition d'un 2e canon de 2 000 L/min : la présence des 2 canons a été constatée par l'inspection lors de la visite de terrain.
- Déplacement du point de rassemblement vers l'accès de secours donnant sur la rue de l'Agly à la fin du 1er trimestre 2023 : le déplacement du point de rassemblement au niveau de la porte d'entrée aux bureaux a été constaté par l'inspection lors de la visite de terrain.
- Mise en conformité des installations de protection extérieure contre la foudre : la mise en conformité n'a pas été réalisée. L'exploitant présente les derniers rapports de visite complète (2024) et intermédiaire (2023) rédigés par l'organisme AFCAM. Le rapport 2024 confirme en conclusion que les installations de protection contre la foudre directe et indirecte doivent être mises en conformité conformément aux prescriptions de l'étude technique 491ARFETV1210666. L'exploitant précise que la mise en conformité est prévue dans le cadre du projet photovoltaïque.
- Compléter le débit des pompes fixes afin d'atteindre 210 m³/h : L'exploitant indique que les 2 pompes électriques sont normalement dimensionnées pour fournir le débit requis mais les vérifications des débits sur les 5 poteaux incendie du réseau interne fournissent des débits variant entre 60 et 110 m³/h.
Cette prescription de disposer les moyens de pompage en interne apparaît ne plus être adaptée à l'activité réalisée sur le site. La société GRAP'SUD ne dispose plus de personnel formé pour la 2^e intervention incendie suite à la suppression de la distillerie et le plan de secours prévoit que les moyens seront mis en œuvre par les pompiers qui disposent de leur propre moyen de pompage. Le site dispose de la réserve d'eau et d'émulseurs requise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les non-conformités signalées par l'organisme de contrôle doivent être corrigées afin que les installations électriques ne présentent plus de risques d'incendie ou d'explosion.

Les installations de protection contre la foudre directe et indirecte doivent être mises en conformité conformément aux prescriptions de l'étude technique 491ARFETV1210666.

L'exploitant doit définir sa stratégie pour la défense incendie et soit mettre en conformité ses installations soit transmettre à la préfecture une demande d'adaptation des moyens qui devra faire l'objet d'une validation du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 4 mois**N° 4 : Consignes de sécurité****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.5**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes de sécurité**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les modalités d'application des dispositions du

présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Constats :

L'exploitant confirme que l'interdiction d'apporter du feu est signalée sur le portail d'entrée du site et sur les zones où sont manipulés les produits dangereux, notamment l'alcool.

La présence des panneaux a été vérifiée par sondage par l'inspection.

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis :

- la procédure PRC SEC 1 SFA de gestion des situations d'urgence ;
- le sous processus SPRS PROD 01 SFA processus de fabrication de compost organique

La procédure PRC SEC 1 SFA définit les mesures à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la centrale de détection et la 2^e procédure concerne le processus de fabrication du compost.

L'exploitant précise que le site ne dispose pas de moyen permettant de réaliser aisément une coupure générale de l'électricité. Le dispositif se situe dans le local TGBT et la société GRAP'SUD ne dispose plus du personnel habilité pour pénétrer dans ce local.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les parties de l'installation qui nécessitent un affichage des consignes de sécurité, notamment d'interdiction d'apporter du feu, doivent être précisés en annexe de la consigne de sécurité du site.

La procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation doit être complétée afin de préciser les moyens permettant d'assurer la coupure générale de l'électricité sur le site. Des dispositifs de coupure doivent être aisément accessibles et signalés pour le personnel du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.76

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention

Prescription contrôlée :

<p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire.</p> <p>Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe de 1ère intervention formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf point de contrôle précédent, la procédure PRC SEC 1 SFA de gestion des situations d'urgence définit les mesures à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la centrale de détection alcools sous la forme d'un logigramme.</p> <p>L'exploitant a également présenté la feuille de présence concernant la dernière formation incendie du 25/06/2024 délivrée par la société SNSI au personnel du site (4 personnes).</p> <p>L'exploitant confirme qu'au cours de cette formation des exercices de simulation d'un incendie sont réalisés sur le site.</p> <p>La procédure prévoit la mise en œuvre des premières mesures d'intervention (RIA, refroidissement, récupération des alcools) puis, si la situation n'est pas maîtrisée l'appel des secours. La consigne précise que la gestion du sinistre est alors placée sous la responsabilité du SDIS.</p> <p>L'inspection rappelle que sur un site ICPE, la défense incendie reste sous la responsabilité de l'exploitant même en cas d'intervention des secours extérieurs.</p> <p>L'exploitant précise que le site dispose d'un plan d'urgence qui a été mis à jour en 2023. Ce document inventorie les risques et scénarios d'accident suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cave Alcools + poste de chargement + rétention déportée ; • Stockage alcools conditionnés ; • Zone de stockage et de distribution fioul domestique ; • Plateforme de compostage. <p>Ce plan n'est toutefois pas disponible sur le site.</p> <p>L'inspection note que la procédure ne détaille pas les modalités de mise en œuvre des moyens en particulier pour assurer le refroidissement prévu dans la procédure de gestion des situations d'urgence.</p> <p><u><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></u></p> <p>La procédure de gestion des situations d'urgence doit préciser les moyens à mettre en œuvre pour assurer le refroidissement des installations.</p> <p>La dernière version du plan de défense incendie doit être diffusée au personnel du site, au SDIS et à l'organisme chargé de la formation incendie du personnel du site.</p> <p>La réalisation des exercices de simulation des scénarios d'accident pour le personnel doit être tracée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 300 m³ alimentée par pompage dans le forage avec un débit de 30 m³/h,
- une réserve d'émulseur de capacité minimale 3 500 litres adaptés aux produits présents sur le site (feux de liquides polaires) associée à une installation de prémélange ;
- un réseau fixe maillé d'eau incendie de 100 mm de diamètre protégé contre le gel et alimenté par surpresseur à partir de la réserve d'eau incendie, comprenant :
 - pour le stockage d'alcool au moins 1 robinet d'incendie armé et 2 poteaux incendie ;
 - pour les stockage en GRV, les moyens communs suivants : au moins 1 robinet d'incendie armé et 1 poteau incendie ;
 - les poteaux incendie sont munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours.
- une pomperie incendie éloignée des zones de stockage d'alcools ou protégée efficacement, capable de fournir aux canons, lances et autres équipements un débit total simultané de 210 m³/h. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie ;
- deux aires d'aspiration permettant le pompage dans la réserve d'eau de 300 m³ ;
- du matériel nécessaire à l'extinction des feux susceptibles de se produire dans l'installation et à la protection des bâtiments éventuellement menacés, judicieusement disposés et notamment 2 canons mousse capables de délivrer un débit total minimum de 3 500 l/mn ainsi que des lances, tuyaux, casques, ...
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; L'exploitant doit pouvoir justifier de la conformité du positionnement des différents extincteurs au regard du référentiel utilisé.
- d'un système de détection automatique d'incendie dans toutes les zones de stockage d'alcools. Ce réseau de détection commandera une alarme sonore et visuelle. Ce système de détection sera régulièrement testé et au moins une fois par an. Les résultats de ces tests seront consignés dans un registre ;
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le bon fonctionnement des différentes prises d'eau est périodiquement contrôlé et consignée sur le registre incendie.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

La qualité et date de péremption des émulseurs sont indiquées sur les réservoirs les contenant. Les réservoirs doivent avoir une capacité minimum de 1 000 litres, ils sont facilement réalimentables et leur point de vidange équipé d'un piquage muni d'un raccord normalisé "pompiers". Ils doivent être judicieusement répartis par rapport aux zones de risques.

Constats :

La procédure gestion des situations d'urgence recense le matériel suivant :

- Extincteurs
- Réserve d'eau de 300 m³ alimentée par forage
- Réseau incendie de 2 motopompes de 60 m³/h alimentant 4 RIA et 8 PI
- 2 canons à mousse portatifs (1 de 2000 litres/mn et 1 de 1000 litres/mn)

- 3500 litres d'émulseurs A3F 3%

L'exploitant précise que le site a fait l'objet d'un plan ETARE qui est toutefois ancien et ne prend pas en compte les évolutions des installations et de l'activité.

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 15/11/2024 de la société SECUR'IT concernant le contrôle de la centrale de détection éthanol reliée à 2 détecteurs. Ce rapport confirme qu'en cas de dépassement du seuil d'alarme de 50 % de la LIE il y a déclenchement du combiné sonore et lumineux et le report d'alarme sur téléphone.

En préparation de l'inspection l'exploitant a également transmis le registre de vérification des extincteurs par la société SNSI recensant 20 extincteurs, des poteaux incendie internes (5 poteaux fonctionnels), des RIA (4 RIA).

Concernant les réserves d'émulseurs l'exploitant confirme que les émulseurs contiennent des PFAS et ont plus de 10 ans. Ils ont fait l'objet d'analyse de suivi en 2022 justifiant leur conformité :

- émulseur AFFF daté de 2012 conditionné en IBC, (3 IBC de 1 m³ dont 1 rempli à moitié soit 2,5 m³) utilisable à 6 % sur des feux de liquides polaires ;
- émulseur fluorosynthétique polyvalent daté de 2005 conditionné en IBC, (3 IBC de 1 m³ soit 3 m³) également utilisable à 6 % sur des feux de liquides polaires.

L'exploitant confirme que la totalité des émulseurs présents lors de fonctionnement de la distillerie a été conservée et qu'une nouvelle analyse est prévue sur 2025.

Cf point de contrôle précédent : la stratégie de défense incendie doit être adaptée aux évolutions du site.

Observation formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que :

- la réglementation européenne (règlement UE 2020/784 du 8 avril 2020) prévoit à compter de 2025, l'interdiction totale de fabriquer, détenir ou utiliser des émulseurs dont le taux de composés fluorés (appellation générique PFAS) à chaîne carbonée longue (PFOA – acide perfluorooctanoïque également appelé C8) est supérieur à 25 ppb ;
- cette interdiction risque d'être étendue aux émulseurs contenant des composés fluorés à chaîne carbonée courte (PFHxA – acide perfluorohexanoïque également appelé C6) ;
- de manière générale, les PFAS sont caractérisés par un niveau de persistance élevé dans les milieux environnementaux notamment aqueux (non biodégradabilité en raison de la structure chimique), leur bioaccumulation et leur haute toxicité intrinsèques sur les organismes vivants et plus particulièrement l'homme ;
- de ce fait les rejets dans le milieu naturel d'émulseurs doivent être évités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Matières autorisées et déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Matières autorisées et déchets admis

Prescription contrôlée :

La liste des matières et déchets entrants autorisées à être traitées par compostage est reprise dans l'énumération suivante :

- Déchets verts
- Écarts de fruits et légumes
- Marcs de raisin épépinés

<ul style="list-style-type: none"> • Fertiraisin • Terres de filtration • Boues de bassin viti-vinicoles des caves
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le registre 2024 des matières compostées qui fait apparaître les types de déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Terre de Filtration déchet viticole : 222,85 t • Ecart de Fruits et Légumes : 191,1 t • Déchets verts bruts (200102) : 2734,58 t • Boue d'installations viticoles : 38,35 t • Biodéchets divers : 2801,8 t <p>Ce qui fait un total de 5985,68 t</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Réception des écarts de fruits et légumes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réception des écarts de fruits et légumes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès leur arrivée sur le site les écarts de fruits et légumes doivent être incorporés / mélangés avec des déchets verts, en proportion maximale de 20 % en volume.</p> <p>Le stockage des écarts de fruits et légumes bruts sur site est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que le site dispose en permanence d'une réserve de déchets verts permettant le mélange des biodéchets dès leur arrivée sur le site.</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié l'absence d'écart de fruit et l'organisation pour assurer la réception et le mélange de ces déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Vérification de l'imperméabilité des aires de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de l'imperméabilité des aires de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit assurer l'entretien des aires et des dispositifs destinés à recueillir les eaux prévues à l'article 5-1 de l'arrêté ministériel du 20/04/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 afin qu'elle conserve leur imperméabilité et fonction de collecte des eaux.</p> <p>Un contrôle visuel est réalisé au minimum tous les trois mois et les anomalies sont réparées sans délai.</p> <p>Le résultat des contrôles et des mesures correctives sont suivis sur un registre ouvert à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le « Registre de vérification de la plateforme de compostage » qui permet de consigner les vérifications visuelles de l'état général de la plateforme de compostage + les relevés des désordres nécessitant des interventions.</p> <p>Les vérifications sont réalisées tous les trimestres.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont :

- collectées par un réseau spécifique ;
- traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat relié(s) à un bassin de rétention.

Le bassin est dimensionné pour stocker les eaux d'extinction d'incendie et les eaux pluviales collectées par ruissellement sur notamment les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de compostage ou de stockage et autres surfaces imperméables, pour que le débit généré au trop plein du bassin, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, soit inférieur à 10% du QMNA5 de la Têt, avec un minimum de 1000 m³.

L'exploitant doit pouvoir justifier du dimensionnement du bassin à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions pour que ce bassin ne soit pas à l'origine d'une prolifération d'insectes et de nuisances olfactives.

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le devis établi par la société Eurovia concernant la réalisation d'un dallage béton de 700 m² et du bassin de récupération des eaux prévoyant le terrassement d'un volume de 1080 m³ pour la création du bassin.

Au cours de la visite de terrain l'inspection à vérifier que les différents stockages associés à l'activité de compostage sont réalisés sur aire étanche et la présence du bassin de rétention.

Le dossier a été dimensionné dans le dossier de demande d'enregistrement (§3.3.3.b p 11). La capacité de stockage doit permettre de stocker :

- les eaux d'extinction d'incendie (calcul selon D9A : 530 m³ : cf. Chap. 3.3.5) ;
- les eaux pluviales en compensation de la nouvelle imperméabilisation selon les critères DDTM (100 L/m² imperméabilisés soit 450 m³).

Lors de la visite de terrain l'inspection a constaté que le bassin de récupération des eaux d'extinction d'incendie et des eaux pluviales est plein.

L'exploitant précise que les eaux pluviales sont réutilisées pour assurer l'arrosage des andains.

Le bassin ne peut plus jouer son rôle de récupération des eaux d'extinction et des eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le bassin doit être vidé afin de maintenir la capacité de rétention requise pour permettre le stockage des eaux d'extinction d'incendie et des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Commission de suivi de site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.5
--

Thème(s) : Risques chroniques, Commission de suivi de site

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant met en place en lien notamment avec les communes de Saint-Félicien-d'Avall, Le-Soler et Pézilla-la-Rivière et les riverains, une commission de suivi de site.</p> <p>Les frais d'établissement et de fonctionnement de la commission sont pris en charge par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant propose au minimum une réunion annuelle.</p> <p>Les comptes-rendus sont transmis aux participants et à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant présente le bilan des différentes réunions dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.4.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le compte rendu de la réunion publique du 02/06/2023.</p> <p>Ce compte rendu confirme la présence des représentants de la mairie (4 personnes) et des riverains.</p> <p>Pour 2024, l'exploitant indique qu'ils ont sollicité à plusieurs reprises la mairie qui n'a pas donné suite à notre demande.</p> <p>L'exploitant confirme avoir mis en place un cahier de doléance en mai 2023. Une seule observation a été formulée le 06/02/2024 mais qui s'est avérée ne pas concerner le site.</p> <p>Une plainte a également été adressée en juillet 2024 alors que le site n'était pas en activité. Après enquête cette plainte ne concernait également pas le site.</p> <p><u><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></u></p> <p>L'inspection confirme que la réunion de suivi du site doit être organisée même si la commune ne participe pas.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 12 : Campagnes de broyage des déchets verts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de broyage des déchets verts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les campagnes de broyage des déchets verts sont interdites au mois d'août et pendant les périodes de vent pouvant conduire à une dispersion des poussières importante en dehors du site.</p> <p>L'exploitant définit au préalable dans une consigne les conditions (ventosité / direction) permettant la réalisation des campagnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le registre sur lequel sont mentionnés les opérations de broyage : 7 campagnes en 2024 de 2 jours en février, avril, mai, juin, septembre, novembre et décembre.</p> <p>La procédure de fabrication du compost précise, § « Prévention des poussières », que les opérations de broyage des déchets verts doivent être planifiées en l'absence de vents pour éviter la dispersion de poussières et ces opérations sont interdites durant le mois d'août.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 8.2.1 & 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau [...] Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. [...] Article 8.2.1 [...] Le prélèvement de l'eau nécessaire au fonctionnement de la plate-forme de compostage est effectué par l'intermédiaire du forage autorisé par le chapitre 4.1 du présent arrêté. Un compteur divisionnaire est positionné afin de pouvoir suivre la consommation d'eau utilisée pour l'activité de compostage. Le relevé hebdomadaire des prélèvements d'eau prévu à l'article 9.2.1 précise la consommation associée à l'activité de compostage. Le prélèvement pour l'activité de compostage est limité à 500 m ³ /an.
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le registre de prélèvement sur le forage qui fait ressortir un prélèvement de 1950 m ³ sur 2024. L'exploitant explique la disparité mensuelle et annuelle par l'utilisation des eaux de pluie récupérées dans le bassin de rétention. L'exploitant présente le devis validé pour la mise en place du compteur divisionnaire permettant de suivre la consommation pour la fabrication du compost.
Type de suites proposées : Sans suite